

au lieu de seize pour peser sa marchandise; mais si nous employons tous la même mesure de quatorze onces dans nos transactions nous n'y gagnerons pas grandement.

De plus, l'adoption du régime protecteur tend à ignorer à mon humble avis, une loi économique élémentaire, savoir que la limitation des importations veut dire aussi la limitation des exportations. Le Canada est surtout un pays exportateur; nous avons besoin de débouchés; cependant, si nous refusons avec persistance d'admettre les importations d'ailleurs, nous nous fermons automatiquement l'accès de ces marchés. Pour moi, le changement qui s'est produit en ces dernières semaines touchant la discontinuation ou la diminution de nos exportations d'automobiles sur les marchés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, constitue un indice du fonctionnement de ce système; nous verrons peut-être les mêmes résultats se produire sur une plus vaste échelle au cours des prochaines années.

En conséquence de l'idée que le pays est à la veille d'entrer dans une ère de protection élevée, une campagne a été inaugurée par tout le pays invitant la population à acheter des produits fabriqués au Canada. Je ne crois pas, je dois le dire, à la sincérité des agitations de cette nature. Les manufacturiers sont-ils prêts à acheter au Canada leurs matières premières et leurs machines? Si nous exigeons qu'une classe de notre population achète certains produits de fabrication canadienne, pour quelle raison n'insiste-t-on pas pour que le principe s'applique à tout le monde? A maintes et maintes reprises, au cours des séances tenues par la Commission consultative du tarif, nous avons vu les manufacturiers comparaître et insister pour le dégrèvement des matières premières nécessaires à la fabrication de leurs produits. Les grands magasins à rayons sont-ils disposés à restreindre leurs achats au Canada? L'on n'a qu'à parcourir les allées de ces grands magasins et à examiner les marchandises étalées sur les comptoirs pour se rendre compte que les acheteurs au service de ces institutions ont fouillé l'univers de fond en comble pour réunir tous ces divers produits. Allons-nous fermer les portes du marché canadien à ces articles de première nécessité? Nous devrions le faire si nous voulons être conséquent avec nous-mêmes et ne plus acheter à l'avenir d'autres produits que ceux qui sont fabriqués au Canada.

Permettez-moi de proposer l'adoption d'un plan qui peut paraître quelque peu fantastique bien qu'il soit absolument conséquent à mon humble avis. Voici: Puisque nous

n'avons pas besoin de marchandises étrangères pour quelle raison avons-nous besoin du capital étranger? Pourquoi ne pas exploiter nos propres ressources naturelles et profiter des excellentes occasions de faire des affaires qui s'offrent à nous au Canada? Nous invitons les étrangers à placer leurs capitaux ici, ce qui signifie assez souvent l'importation des produits étrangers au pays. En tout cas, nous devenons les vassaux d'une nation étrangère. Pourquoi ne pas poursuivre jusqu'au bout le programme proposé? Si nous tentons d'assurer notre indépendance dans un domaine pour quelle raison ne pas adopter la même attitude dans le domaine financier aussi bien que dans celui de l'industrie?

M. COOTE: Favorisons le capital canadien.

M. WOODSWORTH: L'honorable député de Macleod (M. Coote) demande que nous favorisons le capital canadien. Cependant, j'ai encore une couple d'autres questions à poser. Puisque l'on suggère de frapper d'un droit les fruits du genre *citrus* du moment que les gens désirent se procurer ces soi-disant produits de luxe, pour quelle raison ne pas prélever une taxe sur les touristes Canadiens qui s'en vont jouir de la douceur du climat de la Californie ou visiter les endroits historiques de l'Europe? Pour moi, nous ne serions que conséquents avec nous-mêmes. Si un homme est assez en moyens pour se rendre en Californie ou en Floride, je ne vois pas pour quelle raison les lettres de change dont il se munit pour voyager ne devraient pas être assujetties à une taxe. Ce serait également raisonnable. De plus, puisque j'en suis sur la question des capitaux, pour quelle raison ne surimposerions-nous pas tous les capitaux qui sont placés à l'étranger? Si nous désirons réellement développer nos ressources naturelles, pourquoi ne pas insister afin que les capitaux qui ont été accumulés au Canada restent au pays? Il serait facile d'obtenir ce résultat en le surimposant. S'il y a au Canada des gens qui poussent le patriotisme au point de ne vouloir acheter que des produits de fabrication canadienne, pourquoi le Gouvernement n'insisterait-il pas à son tour pour que nos capitaux restent au pays afin d'être utilisés à la fabrication de ces produits?

Avant de prescrire un remède, le médecin s'occupe d'abord de faire le diagnostic de la maladie. J'incline à croire que bien que la présente session puisse être assimilée à un cas d'urgence et que le patient, c'est-à-dire le Canada, soit dans un état plutôt précaire, il y aurait lieu de consacrer un peu plus de